



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COMITÉ DE LUTTE CONTRE LE CRIQUET PÈLERIN

Trente-neuvième session

Rome, 10 – 13 mars 2009

Rôle d'EMPRES (Système de prévention et de réponse rapide contre les ravageurs et les maladies transfrontières des animaux et des plantes) au sein du nouveau système de réponse d'urgence de la FAO
(Point 10 de l'ordre du jour)

Contexte

En novembre 2007, la Conférence de la FAO a accueilli favorablement le rapport de l'Évaluation externe indépendante (EEI) et adopté une résolution sur son suivi. En s'appuyant sur les travaux du Comité de la Conférence, la Conférence a adopté, lors de sa session extraordinaire, la Résolution 1/2008 (Plan d'action immédiat pour le renouveau de la FAO) et invité le Comité de la Conférence chargé du suivi de l'Évaluation externe indépendante de la FAO (CoC-EEI) à approfondir certaines questions en suspens concernant le suivi et à faire rapport à ce sujet à la Conférence de la FAO en 2009.

Un élément fondamental du Plan d'action immédiat (PAI) est l'adoption à la FAO d'un nouveau cadre de travail axé sur les résultats. Il servira de fondement à la « réforme dans la croissance » en établissant des priorités et en concentrant les travaux sur les besoins des Membres, tout en précisant les relations moyens-fins par lesquelles la FAO contribuera aux impacts convenus dans et pour les États Membres. Il réorientera l'action de l'Organisation, qui ne sera plus centrée sur ce qu'elle fait avec les contributions ordinaires mais sur ce qu'elle a l'intention de réaliser grâce à l'utilisation intégrée des contributions aussi bien ordinaires qu'extrabudgétaires volontaires, tout en garantissant une plus grande transparence et une meilleure base de suivi.

Dans ce contexte, le Centre de gestion des crises est mis en œuvre avec pour but d'intégrer, de coordonner et de simplifier les procédures de la FAO en matière de prévention et de gestion des crises, en particulier celles qui touchent la filière alimentaire. Le rôle du Centre de gestion des crises est de relever les défis posés par des urgences toujours plus importantes, plus étendues et plus fréquentes causées par des ravageurs des

plantes, des maladies animales transfrontières et d'autres menaces pesant sur la sécurité alimentaire, et d'offrir en temps voulu une aide coordonnée aux États Membres dans le cadre de leurs efforts pour prévenir les crises et y répondre.

S'appuyant sur les travaux réalisés par des programmes tels que la composante criquet pèlerin d'EMPRES (Système de prévention et de réponse rapide contre les ravageurs et les maladies transfrontières des animaux et des plantes), la FAO mène un processus pour élaborer, améliorer et mettre en œuvre l'Objectif stratégique I, qui porte sur la prévention des urgences, la préparation, l'intervention, la transition et la réduction des risques liés aux catastrophes. Le but ultime est de pouvoir aborder les cycles de crises et de catastrophes de façon organisée, stratégique et globale, de renforcer les liens et la coopération et d'utiliser les ressources collectivement et efficacement afin de réaliser des objectifs capitaux.

Le nouveau Cadre stratégique de la FAO

Les composantes de ce nouveau Cadre stratégique et le modèle de programmation fondé sur les résultats reposent sur la structure hiérarchique suivante:

- a) Trois **objectifs mondiaux** (réduction de la faim, élimination de la pauvreté, gestion et utilisation durables des ressources naturelles) qui représentent les impacts fondamentaux en matière de développement, dans les domaines relevant du mandat de la FAO, et que les États Membres visent à obtenir;
- b) Onze **objectifs stratégiques** contribuant aux objectifs mondiaux dans les pays, dans les régions et au niveau mondial, et que les Membres sont supposés réaliser dans les dix ans en collaboration avec la FAO;
- c) Les **Résultats de l'Organisation**, qui définissent les résultats attendus de l'utilisation, par les États Membres et les partenaires, des produits et des services fournis par la FAO dans le cadre de chaque objectif stratégique; et
- d) Les **Fonctions essentielles**, qui représentent les principaux moyens d'action que la FAO devra mettre en œuvre pour obtenir des résultats, compte tenu de ses avantages comparatifs.

Parmi les onze Objectifs stratégiques de la FAO, deux concernent particulièrement les activités du programme EMPRES et les fonctions d'intervention d'urgence de l'Organisation:

- *Intensification durable de la production végétale* (Objectif stratégique A)
- *Meilleure état de préparation et réponse efficace aux menaces et urgences alimentaires et agricoles* (Objectif stratégique I)

Parmi les domaines d'action prioritaires du PAI figurent la prévention et la réduction des effets négatifs des ravageurs transfrontières des animaux et des plantes et des incidences économiques, sociales et sanitaires de l'insécurité alimentaire. Ce domaine d'action prioritaire sera axé sur la mobilisation des ressources pour les résultats prioritaires et consistera à attirer davantage de financements extrabudgétaires et à créer de nouveaux partenariats pour compléter les financements du budget ordinaire de la FAO.

Les leçons apprises des récentes évaluations

Le nouveau cadre du Centre de gestion des crises, y compris les fonctions d'EMPRES concernant les ravageurs des plantes et la santé végétale, fait l'objet d'un examen approfondi dans le cadre de ce processus de planification stratégique. Les leçons tirées des récentes évaluations des programmes d'intervention d'urgence de la FAO (comme l'évaluation de la réponse au criquet pèlerin, l'évaluation en temps réel de la réponse au tsunami, le programme concernant la grippe aviaire, etc.) soulignent la nécessité pour la FAO de:

- **Simplifier ses processus d'intervention rapide** et élaborer et appliquer à l'ensemble du système une approche des cycles d'urgence qui définirait en particulier les actions prioritaires incombant au Siège et aux bureaux régionaux, sous-régionaux et des pays.
- **Mettre au point des outils institutionnels adéquats.** Il faudrait, en particulier, adapter les principes de l'organisation du commandement de crise, qui constitue un mécanisme institutionnel d'intervention d'urgence. L'actuel Centre de gestion des crises-santé animale applique certains de ces principes dans son unité de réponse rapide lors de l'apparition de nouveaux foyers de grippe aviaire hautement pathogènes ou d'autres maladies animales transfrontières.
- **Adopter une approche holistique** de la prévention et de la gestion des urgences. Bien souvent, les crises surviennent dans des pays où les structures socioéconomiques, politiques et environnementales sont fragiles, du fait d'une gouvernance médiocre, et où l'état de préparation ou les ressources sont inadéquats pour permettre de répondre effectivement aux urgences. Il faut donc avoir une vision complète de la situation et y apporter une réponse exhaustive.
- Établir un mécanisme d'**avance de fonds** pour répondre rapidement à de nouvelles urgences, ou agir de manière préventive et en améliorant l'état de préparation. Il est indispensable de pouvoir compter sur des avances de fonds pour prendre des mesures de préparation et d'atténuation précoce avant que la crise ne prenne davantage d'ampleur.
- **Adopter une approche multidisciplinaire**, des équipes s'acquittant des fonctions techniques, mais aussi de gestion, d'élaboration de politiques, de communication et des fonctions institutionnelles, y compris une évaluation adéquate de l'impact de la crise sur les moyens d'existence, la santé humaine et l'environnement. Les crises humanitaires, en particulier l'insécurité alimentaire, peuvent aggraver l'impact des menaces biologiques sur la chaîne alimentaire.
- La FAO va étendre et renforcer ses **partenariats** avec d'autres agences, institutions, associations et organisations spécialisées, en tant que composante active du système des Nations Unies en synergie avec des organisations non gouvernementales au service de gouvernements nationaux.

La mise en œuvre de l'Objectif stratégique I

Depuis le second semestre de l'année 2008, les personnels techniques et spécialisés dans les urgences de la FAO s'emploient à mettre au point et à valider le processus de planification stratégique en formulant les Résultats de l'Organisation (RO) pour soutenir l'Objectif stratégique I. La composante « gestion de résultats » suivra le processus de planification stratégique et les objectifs et indicateurs requis sont en place. Au cours de ce processus, quatre RO ont été examinés et reformulés. Ils figurent ci-après, de même que l'Objectif stratégique I, avec quelques exemples de mesures et indicateurs:

RO 1: Les pays et les partenaires sont de mieux en mieux préparés pour prévenir les crises, les menaces et les urgences, en atténuer les effets et y faire face. (Préparation)

- Les systèmes d'alerte précoce de la FAO, tels que le Service d'information sur le criquet pèlerin, fournissent des analyses et des informations pertinentes et opportunes, qui permettent une prise de décision efficace.
- Les gouvernements et les partenaires sont eux-mêmes mieux préparés pour prévenir les menaces et les urgences alimentaires et agricoles telles que celles liées au criquet pèlerin, en atténuer les effets et y faire face.
- Soutien du programme EMPRES pour la planification de la gestion des risques dans les États Membres de façon à résoudre divers problèmes pouvant survenir lors d'une réelle urgence, comme l'élaboration de plans pour faire face aux résurgences et recrudescences acridiennes.

RO 2: Les pays et les partenaires bénéficient d'un soutien pour répondre efficacement aux crises et aux situations d'urgence au moyen d'interventions alimentaires et agricoles. (Intervention)

- Aider les gouvernements et les partenaires concernés et apporter une réponse efficace dans les secteurs alimentaire et agricole après une urgence, par exemple en lançant une campagne de lutte antiacridienne.
- Fournir des conseils techniques pour la préparation d'évaluations des besoins, de plans d'action et d'interventions tenant compte des spécificités hommes-femmes, afin que les communautés et les ménages ruraux pauvres concernés puissent récupérer rapidement.
- Appliquer le Cadre de gestion des crises pour les urgences relatives aux ravageurs des plantes et à la santé et introduire des principes de l'organisation du commandement de crise dans les mécanismes d'intervention d'urgence.

RO 3: Les pays et les partenaires ont tiré parti des progrès réalisés en matière de transition et de liens entre les phases d'urgence, de relèvement et de développement. (Transition)

- Les gouvernements mettent en œuvre des mesures et des stratégies de réduction des risques de catastrophe afin de combler le fossé entre la phase de secours/d'intervention et la phase de développement.
- La transition est planifiée dès les premières opérations d'intervention.
- Appui pour mobiliser les ressources nécessaires afin de faciliter la transition entre urgence et développement.

RO 4: Les pays menacés de crises ont réduit leur vulnérabilité aux menaces grâce à des politiques et programmes alimentaires et agricoles. (Réduction des risques de catastrophe)

- Les pays à risque élevé et sujets aux catastrophes ont amélioré leurs systèmes de réduction des risques de catastrophe en y intégrant des composantes relatives à l'alimentation, à l'agriculture et aux ressources naturelles.
- Les capacités de réduction des risques de catastrophe sont renforcées afin de permettre un relèvement efficace et durable à l'issue de catastrophes et réduire et atténuer les incidences futures.
- Soutien du programme EMPRES aux politiques encourageant les activités de recherche nationales et internationales dans des domaines tels que la lutte biologique, la dynamique des populations, la méthodologie de prospection et les impacts économiques.

EMPRES: une composante essentielle du système d'intervention d'urgence de la FAO

Il est clair que, stratégiquement parlant, la composante acridienne du programme EMPRES s'inscrit bien dans ce cadre et sera amenée à jouer un rôle significatif dans la réalisation de l'**Objectif stratégique I**, qui consiste à *améliorer la préparation, et assurer une réponse efficace aux menaces et aux urgences concernant l'agriculture et l'alimentation*. L'approche fondée sur les résultats s'appuiera sur les piliers du succès de la composante acridienne du programme EMPRES pour renforcer les capacités nationales et régionales en détection précoce, communication, plans de gestion des risques, lutte, recherche appliquée et préservation de la santé et de l'environnement. L'état de préparation et la réponse aux urgences doivent tenir compte des besoins spécifiques des populations constituées de petits exploitants agricoles, d'éleveurs nomades, de pêcheurs, d'utilisateurs des forêts et d'autres personnes directement ou indirectement concernées par des infestations acridiennes et par les répercussions des mesures de lutte.

Les efforts d'EMPRES pour aider les pays en Afrique de l'Ouest et du Nord-Ouest à maîtriser les activités fondamentales de gestion antiacridienne décrites plus haut constitueront la clé de voûte de ce cadre stratégique et de la réalisation des Résultats de l'Organisation.

Les défis

Malgré la crise financière mondiale, les gouvernements et les organisations internationales doivent accorder un degré de priorité suffisant au renforcement des capacités en analyse des risques, alerte précoce, plans de gestion des risques, préparation et coordination des réponses aux urgences et reconstruction. Les progrès accomplis jusqu'à présent par la composante acridienne d'EMPRES doivent être pleinement intégrés à la planification stratégique globale et au développement des capacités techniques et opérationnelles afin de soutenir les États Membres et assurer une optimisation des ressources actuelles et futures. De la même façon, les initiatives de renforcement des capacités des institutions nationales et internationales de gestion des catastrophes permettent aux gouvernements de pays en proie à des situations d'urgence de jouer un rôle nouveau ou renforcé dans la réduction des risques et la coordination de l'aide extérieure.